

Macron et Blanquer : leur plan pour disloquer l'école

Parents, voici les principales mesures du plan du gouvernement à cette rentrée scolaire. Elles ont de graves conséquences pour l'avenir de nos enfants :

Mise en œuvre de la réforme du bac qui ne serait plus un diplôme national

Les élèves qui entrent en seconde cette année et qui passeront le bac en 2021 seront les premières victimes de la réforme du bac. Une réforme qui introduit massivement le contrôle continu et les « enseignements à la carte » et qui détruit par conséquent le baccalauréat comme diplôme national, auquel serait substitué un « bac maison », à savoir un bac différent d'un lycée à l'autre, d'un élève à l'autre...

Suppression de l'aide aux enfants handicapés

Alors que le ministre Blanquer ose affirmer que « *le ministère fait de l'accueil des enfants en situation de handicap une priorité* »... il supprime, à nouveau cette année, des centaines de contrats aidés dans l'Éducation nationale. Dans le seul département des Côtes-d'Armor, 325 contrats aidés sur 608 sont jetés à la rue. Un drame pour eux et pour les élèves handicapés qu'ils suivaient.

Conséquences du dédoublement des classes de CP et CE1 : augmentation des effectifs des classes des autres niveaux et plus aucun poste pour les remplacements

Le dédoublement des classes, réservé jusqu'à présent aux cours préparatoires (CP), est étendu aux cours élémentaires 1^{ère} année (CE1). Si la mesure semble profitable aux élèves concernés, elle présente aussi des inconvénients majeurs pour l'organisation des écoles. Ainsi, on a supprimé des salles pour les libérer à l'attention des CP dédoublés. Dans 27 % des cas, c'est la bibliothèque de l'école qui en fait les frais. 18 % des classes n'ont même pas pu être réellement dédoublées et deux enseignants ont été affectés à la même classe.

Mais surtout, cette mesure entraîne une augmentation des effectifs des autres niveaux de classes pour libérer des enseignants. En outre, les postes sont ponctionnés dans les départements ruraux et sur les postes de remplaçants.

Un exemple : en Seine-Saint-Denis, 466 postes ont été créés dans les écoles maternelles et élémentaires. Mais si on enlève

tous les postes dédiés au dédoublement des CP et CE1, il n'en reste plus que 49. Or, il y a 662 élèves supplémentaires scolarisés à cette rentrée. Ces 49 postes vont donc à peine couvrir les besoins pour ouvrir les classes nécessaires. Il ne reste donc aucun poste pour les remplacements.

Evaluation des élèves de cours préparatoire... par un logiciel !

A la différence ce qui existe actuellement, ce ne sont pas les enseignants des écoles qui procéderont aux évaluations et qui en feront la synthèse pour apprécier les connaissances de leurs élèves.

Les résultats de chaque élève seront saisis via une « *application connectée aux évaluations* » en ligne et transmis à un service du ministère. Les résultats de chaque enfant seront alors étudiés, analysés par un logiciel et une fiche sera retournée à l'école qui établira pour chaque élève une sorte d'ordonnance standardisée.

Tout se résumerait donc à des « recettes de cuisine » déterminées par un logiciel une fois pour toute, en dehors de toute prise en compte des possibilités de développement de chaque enfant. Sur la base de ces tests, des réponses normalisées et déshumanisées seront apportées. Dans ce processus, c'est la place même de l'enseignant et l'importance de la relation entre l'instituteur et son élève qui sont niées.

Remise en cause du statut des enseignants

Une instance d'évaluation serait créée dès le premier semestre 2019. Enseignants et établissements seraient « évalués ».

S'agissant du recrutement des enseignants, jusqu'à 10 % d'entre eux pourraient être recrutés sur des postes à profil par les chefs d'établissement. Concernant la rémunération, il est prévu dès cette année de verser une prime de 1 000 euros aux professeurs de l'Éducation prioritaire renforcée.

Il s'agit donc bien d'un plan de dislocation de l'école qui rejoint tous les autres aspects de la politique du gouvernement, en particulier la contre-réforme en préparation des régimes de retraite.

Seule la mobilisation de millions de travailleurs et de jeunes, unis avec leurs organisations, peut empêcher ce gouvernement d'aller jusqu'au bout de sa logique de destruction.

Dehors Macron ! Dehors sa politique de destruction de l'école ! Ne touchez pas à nos régimes de retraite !

Lisez toutes les informations concernant le plan du gouvernement de dislocation de l'école dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

☐ Je prends contact avec le POID.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr

ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.